# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 4 octobre 1980 — N° 85 — PRIX : Antilles : 2 F, France : 3 F


## Editorial

### RENTREE SCOLAIRE : D'ENORMES SACRIFICES POUR LES TRAVAILLEURS, MAIS PEU DE CHANCES POUR LES ENFANTS.

**La rentrée scolaire est très chère. Pour de nombreux travailleurs, c'est donc un souci de plus. Il faut prévoir, parfois plusieurs mois à l'avance, comment y faire face, en mettant de l'argent de côté. Et ce ne sont pas les maigres allocations dispensées par le gouvernement qui peuvent répondre aux besoins.**

**Oui, l'école libre et gratuite n'est qu'une fable. L'argent accumulé dans les caisses de l'Etat grâce aux impôts de toutes sortes prélevés sur les travailleurs, ne leur est pas retourné sous forme d'éducation gratuite pour leurs enfants. Cet argent va à ceux qui en ont déjà beaucoup, les capitalistes, les bourgeois, qui sont régulièrement subventionnés, aidés, secourus, qui reçoivent l'argent par mille canaux, par millions et par milliards. Cet état est leur état et ils en profitent en se servant les premiers sur les fonds publics.**

**Ce gouvernement au service des bourgeois laisse à chaque famille de travailleurs le soin de se débrouiller pour envoyer coûte que coûte son enfant à l'école. Les travailleurs ne peuvent rien faire d'autre que de payer de leur poche, et chaque famille supporte les sacrifices parce qu'elle tient à assurer un avenir convenable à son enfant.**

**Mais tous ces sacrifices qu'acceptent les parents pour envoyer leurs enfants à l'école, à quoi aboutissent-ils en réalité dans nos pays colonisés ?**

**Seulement 15 % environ des enfants poursuivront leurs études jusqu'au baccalauréat, les autres seront rejetés progressivement de l'enseignement. Parmi ceux-là les plus chanceux trouveront un travail sous-qualifié en France. Voilà l'avenir des jeunes de nos pays. Dans ce système colonial, cet avenir est tracé d'avance dès le premier jour de la rentrée. La route est bouchée et les parents ne peuvent qu'espérer que leur enfant se retrouvera parmi le petit contingent d'élèves qui suivra le cycle scolaire jusqu'au bout.**

**Il n'y a pas d'« égalité des chances » dans le système scolaire de la bourgeoisie. Les fils de travailleurs resteront défavorisés, les fils de riches deviendront médecins ou avocats. On le sait d'avance, car tout le système scolaire actuel est bâti selon ce principe. La cherté des études est déjà l'un des obstacles pour les pauvres.**

**Alors, il faudra changer tout cela. Pour que les enfants des travailleurs aient eux aussi leurs chances dans la vie, il faudra que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui dirigent l'Etat et qui s'occupent de la meilleure façon d'organiser l'enseignement, en y consacrant les crédits qui vont aujourd'hui dans les poches des capitalistes. Il faudra mettre fin à ce gachis qui fait que des milliers de jeunes sont rejetés de l'école chaque année. Mais pour cela, il faudra d'abord mettre fin au pouvoir des bourgeois et des colonialistes qui ont organisé tout ce système dans leur propre intérêt.**

**Ce sera la tâche des travailleurs. Et c'est seulement de cette façon qu'il donneront les meilleures chances d'avenir à leurs enfants.**

## LA « DEMOCRATIE » DE DIJOUD : BEAUJOUR, PAGO, RAVOTEUR INCULPES POUR AVOIR DEMANDE LE DROIT D'EXPRESSION



A. Constant, G. Beaujour et G. Pago lors d'une manifestation.

La semaine dernière, Dijoud avait plein la bouche des mots de « démocratie », « France, pays de la démocratie », « Etat démocratique », etc. Et c'est avec hauteur qu'il défiait les indépendantistes de s'attirer les suffrages des électeurs.

Pendant ce temps, la justice de Dijoud, et la radio de Dijoud, FR 3, inculpent des militants anti-colonialistes, pour avoir voulu, non pas exprimer leurs idées sur l'indépendance, mais simplement informer la population martiniquaise sur le fait que des jeunes martiniquais étaient injustement emprisonnés et que l'un d'entre eux en était mort. C'était en juillet 79, et c'était « l'affaire des jeunes de Schœlcher ». A cette époque, il avait fallu que des centaines de manifestants investissent FR 3 pour exiger que la télévision officielle parle de cette affaire sur laquelle elle était restée entièrement muette depuis le début. Plutôt que de diffuser le moindre communiqué, le directeur de FR 3 avait préféré arrêter les émissions. Il portait plainte aussitôt contre les militants Constant, Pago, Ravoteur, et notre camarade Beaujour, dont les 3 derniers allaient être par la suite inculpés.

Bientôt, ces militants seront jugés par la justice coloniale pour avoir osé exiger le droit à l'information sur FR 3.

Et voilà ce que Dijoud appelle la « démocratie » ! « Les Martiniquais et les Guadeloupéens ont la chance de vivre dans un système démocratique » disait-il la semaine dernière. Et tandis que lui et ses pareils mettent un bâillon sur la bouche des anti-colonialistes, et même des simples démocrates, ils les mettent au défi de rassembler une majorité autour de leurs idées. Mais la radio leur est fermée, la télévision leur est interdite, la grande presse les exclut de ses colonnes. Le monopole de l'information est tenu par les partisans de Dijoud qui s'étalent quotidiennement sur les ondes et dans la presse. Une seule opinion peut s'exprimer librement : celle du pouvoir. Tout ce qui est de l'autre côté n'a pas le droit à la parole.

Alors, Dijoud peut bien pérorer tant et plus sur la démocratie française et faire donner grâce à ses moyens d'information, le maximum de publicité à ses péroraisons. Mais il aura beau faire, les idées des anti-colonialistes passeront quand même à travers tous les bâillons et finiront par les faire sauter.

Claire GOYA.

## LA REPRESSION COLONIALE CONTINUE EN GUYANE.
## Solidarité avec les militants Guyanais

*Après l'arrestation et l'incarcération de quatre militants anticolonialistes guyanais au mois de juillet, un cinquième indépendantiste a été emprisonné à Paris : ces cinq militants sont accusés de vol d'explosifs et d'attentats, mais sous couvert de juger des délits de droit commun, c'est d'un véritable procès politique qu'il s'agit.*

*Car de plus en plus nombreux sont ceux en Guyane qui protestent contre la domination coloniale de leur pays, domination qui assure le pillage des richesses guyanaises par une poignée de capitalistes, notamment dans le secteur du bois et de la pêche des crevettes.*

*Et pour abattre cette colère qui se lève de plus en plus, la police est sur les dents. Cinq militants sont en prison, mais il y a eu plusieurs dizaines d'arrestations. Actuellement encore, la police est aux trousses de deux autres anticolonialistes suspectés d'avoir pris part à un attentat en avril dernier ! Les perquisitions se multiplient et les forces de police se montrent de plus en plus arrogantes, pratiquant des interrogatoires « musclés ».*

*Une telle politique répressive, bien loin d'intimider la population, ne peut que renforcer les protestations, en Guyane même comme aux Antilles ou dans l'émigration.*

*Et, de même qu'il y a cinq ans, la mobilisation des Guyanais avait contraint le gouvernement français à reculer dans un précédent procès contre les militants anticolonialistes, il est possible aujourd'hui de faire opérer un semblable recul aux colonialistes.*

*Pour notre part, à Combat ouvrier, nous sommes prêt à œuvrer en ce sens.*

## LES LIMITES DU TERRORISME INDIVIDUEL

A propos des derniers attentats à la bombe en Guadeloupe, les discussions, les supputations quant à l'origine et la nature des auteurs de ces actions vont bon train. Individus, partis politiques, journalistes s'interrogent.

Les rédacteurs du « Naïf » dans leur dernier éditorial émettent de forts doutes sur le fait que ces attentats soient l'œuvre des services secrets français eux-mêmes comme l'ont affirmé l'UPLG et le PCG ; ils n'en écartent pas toutefois l'idée. Plus probable selon eux est de « postuler » sur le fait que ces attentats soient le fait de nationalistes et d'indépendantistes bien réels « décidés à quitter le domaine des mots... pour atteindre celui de l'action ». Ils font ensuite la comparaison de ces actes terroristes avec le début de l'insurrection algérienne où les militants qui avaient déclenché une guerre qui allait aboutir à l'indépendance de l'Algérie étaient aussi qualifiés de « criminels », « criminels » qui sont devenus plus tard les chefs de l'Etat algérien. Après s'être demandé si les terroristes qui opèrent en Guadeloupe ne sont que des « excités » ou « de futurs respectables chefs d'Etat », les rédacteurs du Naïf se posent la question de savoir si « la violence est vraiment nécessaire »...

Ces questions, bon nombre d'autres personnes se les posent. Dans la rue, les bureaux, les entreprises, à la campagne, toutes sortes de suppositions sont faites à propos des actions terroristes et cela se comprend car précisément, ce genre d'actions, en-dehors du contrôle de la population, ne peut que donner cours à toutes sortes d'interprétations possibles...

Et les différentes opinions qui s'expriment, à savoir que les attentats sont une provocation montée de toute pièce par le pouvoir, ou que

suite page 4

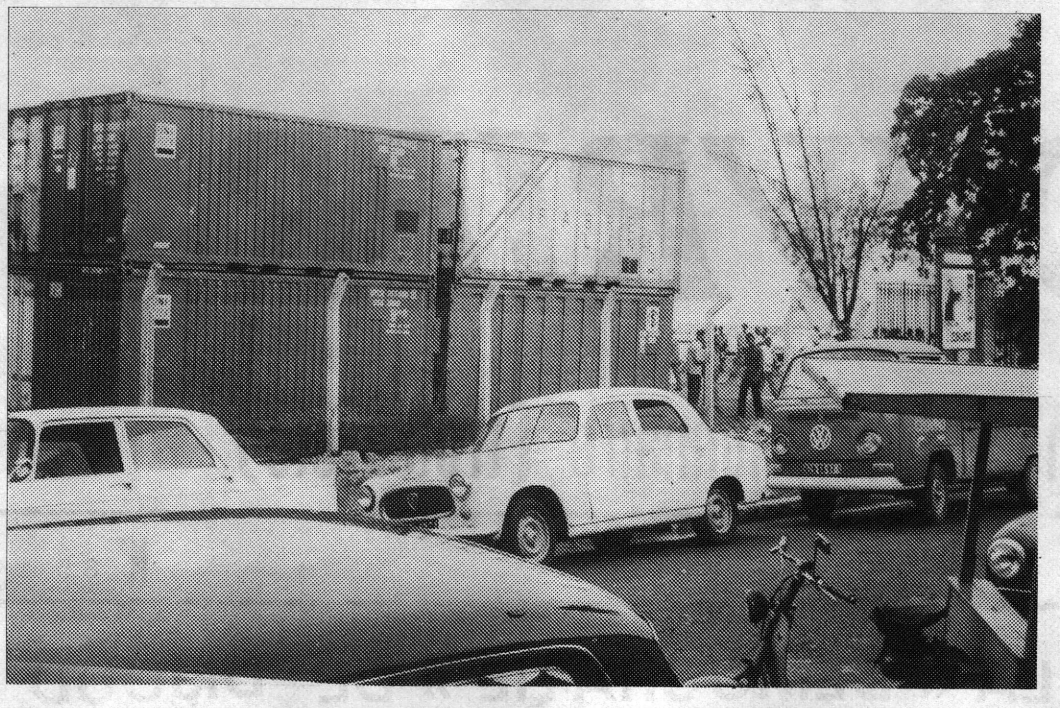
# SICA — ASSOBAG ET CGM MAIN DANS LA MAIN : LES PETITS PLANTEURS DOIVENT SE DÉFENDRE EUX-MÊMES.

Après avoir fait mine de s'opposer à la mainmise sur le transport de la production bananière par la CGM (Compagnie Générale Maritime), le conseil d'administration de la SICA-ASSOBAG vient de donner son accord à cette dernière pour engager le processus de transport de la banane par conteneur.

Le premier chargement en conteneur est prévu dans la semaine du 29 septembre au 4 octobre. Cet accord a été signé par le président du conseil d'administration de l'ASSOBAG. Jusque-là cet organisme s'était montré très hostile à ce procédé de transport. Il s'était même efforcé il y a quelques mois d'apporter des justifications techniques et économiques pour que le transport de la banane soit amélioré, certes, mais par le système de palettisation et à partir du port de Basse-Terre.

Quelques expériences de transport par palettisation ont été tentées, mais chaque fois, aux dires des responsables professionnels, dans des conditions très mauvaises, conditions dépendant de la CGM elle-même.

Entre temps, les travaux d'équipement du terminal à conteneurs de la pointe Jarry se sont poursuivis, deux premiers bateaux porte-conteneurs ont été livrés à la CGM et ont commencé leurs voyages.



Cette société capitaliste entend rentabiliser au maximum et au plus vite ces voyages. Les conteneurs arrivent avec des tonnes de marchandises inondant le marché local, pour elle, ils ne doivent pas repartir à vide.

La CGM a l'appui total du gouvernement colonial français qui est l'un des plus gros actionnaires de cette société. Et pour tout ce monde, les intérêts des petits planteurs, ceux des dockers du port de Basse-Terre et des travailleurs de cette région, n'importent nullement.

Quant à la direction de la SICA-ASSOBAG, elle n'a pas été trop difficile à convaincre. Tout en étant planteurs de banane, les intérêts des gros planteurs sont proches de ceux des capitalistes de la CGM. En tout cas il leur est facile de trouver un terrain d'entente et qu'ils aient fini par accepter ce mode de transport n'étonne guère.

Quoiqu'il en soit, une grande partie des petits et moyens planteurs de banane se sentent trompés par la signature de ce protocole d'accord d'autant qu'aucune assemblée générale n'a été convoquée avant cette décision.

Devant la levée de boucliers qui a eu lieu chez ces petits planteurs, la SICA-ASSOBAG a adressé un communiqué expliquant sa position.

Le communiqué précise qu'il s'agit là d'un « accord temporaire » pour permettre à la profession de comparer la solution la meilleure pour le transport de la production bananière. La CGM de son côté garantit d'acheter la tonne de banane aux planteurs à 160,30 F si l'embarquement se fait par conteneur au lieu de 106,30 F s'il se fait par les moyens habituels.

Tout est donc mis en œuvre par les gros planteurs de la direction de l'ASSOBAG et la CGM pour apaiser les craintes des planteurs et faire taire leur colère.

En tout cas une chose est sûre c'est que la SICA-ASSOBAG n'est pas un organisme qui défend l'ensemble des planteurs de bananes. C'est l'organisme des gros capitalistes qui agissent au mieux de leurs intérêts en les méprisant et en ne tenant aucun compte des intérêts des petits planteurs. Il n'y a rien de commun entre Max Martin propriétaire de 500 hectares et les petits planteurs qui cultivent 1 à 3 hectares sur les hauteurs de Trois Rivières, Gourbeyre ou Saint Claude. Les petits planteurs n'ont aucun intérêt à rester accrochés au char des gros capitalistes des terres, qui se servent d'eux, mais n'hésitent pas à conclure des accords derrière leur dos.

Si les petits planteurs veulent voir leurs intérêts défendus et ne pas être des victimes consentantes, il leur faut prendre leurs affaires en main et se mobiliser pour faire entendre leur voix et montrer leur force avant de laisser les grosses sociétés les réduire à la ruine.

M. TIBUS

# GUADELOUPE : Rentrée scolaire 1980 : le Recteur Chaudet travestit la réalité.

Les dernières déclarations du Recteur Chaudet à la presse présentent la rentrée scolaire comme une rentrée sans problèmes, sans difficultés majeures.

A entendre M. Chaudet, l'auditeur de FR 3 ou le lecteur de France-Antilles a tout de suite l'impression que, contrairement aux autres années, élèves et maîtres bénéficieront de conditions de travail bonnes et effectueront une année scolaire réellement sans faille.

Mais tout cela, c'est le côté jardin, vu par le recteur Chaudet et l'administration.

Côté cour, et c'est le point de vue des principaux usagers, élèves et maîtres, la situation à cette dernière rentrée est loin d'être aussi idyllique que le prétendent les officiels.

Ainsi, au moment où nous écrivons, une soixantaine de maîtres auxilliaires, c'est-à-dire des diplômés de l'enseignement supérieur, sont jusqu'à ce jour sans emploi.

Pourtant, l'administration avait elle-même déclaré que tous les M-A seraient réemployés et qu'elle serait obligée de faire appel à de nouvelles candidatures. Quel crédit faut-il accorder aux promesses de l'administration ? On se le demande.

Mais une chose est sûre : les besoins dans l'éducation sont loin d'être satisfaits et il y a donc place pour plus de soixante professeurs.

Par exemple, au niveau du pré-élémentaire, classes maternelles et enfantines, la scolarisation demeure vraiment en-dessous de ce qu'elle est en France. Pour les enfants de deux ans, elle n'est que de 1,54 % pour ceux de 3 ans de 34,91 % et quant aux enfants de 4 à 5 ans ils ne sont même pas scolarisés à 100 %. Alors quand le Recteur déclare froidement que entre deux et six ans la scolarisation est de 70 % il n'est point besoin d'être grand statisticien pour voir à quel point il fait dire aux chiffres ce qu'il veut.

En ce qui a trait aux Groupes d'Action Psycho-Pédagogiques (G.A.P.P.) il n'en existe que 4 alors que selon les normes calculées par l'administration il en faudrait au moins 60.

Quant aux conditions de travail dans les lycées et plus particulièrement à la cité scolaire de Baimbridge, elles deviendront carrément insupportables. Toutes les classes de seconde ont un effectif chargé de 35 élèves, ce qui ne permet pas de dispenser un bon enseignement et les heures supplémentaires imposées aux professeurs sont nombreuses.

Comme déjà les années précédentes les disciplines artistiques et sportives continueront à être sacrifiées sur l'autel de l'austérité imposée par le pouvoir.

Alors le Recteur a vraiment du culot pour parler de cette rentrée comme d'une bonne rentrée et même se permettre d'exhorter élèves et maîtres au travail dans de telles conditions.

Mais le mécontentement grandit chez les élèves, les parents et les maîtres. Il ne serait pas étonnant qu'ils infligent au Recteur par leurs actions le démenti que méritent ses propos.

# PARIS ET ALGER D'ACCORD SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS EN FRANCE.

*On savait que le gouvernement français ne se gênait pas pour expulser des travailleurs immigrés. Maintenant avec l'accord signé par Paris et Alger, il n'est plus obligé de faire intervenir sa police. Le plus légalement du monde, la France pourra expulser des travailleurs algériens immigrés. Lionel Stoléru prévoit le départ chaque année de 35 000 familles algérienne en France.*

*Les gouvernements des deux pays se sont mis d'accord pour encourager les Algériens immigrés en France à retourner en Algérie. Ceux qui accepteront de partir recevront une allocation-retour, et bénéficieront d'avantages fiscaux et d'une plus grande facilité pour trouver un logement en Algérie. L'accord prévoit en outre la possibilité, pour les candidats au retour, de suivre des cours de formation professionnelle.*

*Sur le papier l'accord est bien beau. Mais à y regarder de plus près, il n'est qu'une tentative d'escroquerie du gouvernement français. L'allocation-retour devrait avoisiner un million d'anciens francs, ce qui est inférieur à l'allocation chômage ou l'allocation de licenciement auxquelles aurait droit un chômeur restant en France. Tous ceux qui rentrent en Algérie perdent le droit aux allocations vieillesse, maladie... alors qu'ils ont cotisé parfois pendant plus de quinze ans. En outre l'Algérie est un pays sous-développé, le chômage y atteint des proportions catastrophiques. Alors qu'il sorte d'un cours de recyclage ou pas, celui qui rentre en Algérie a peu de chance de trouver un emploi.*

*La dernière hypocrisie de cet accord est l'idée du « volontariat ». En réalité beaucoup de travailleurs n'auront pas le choix. D'ailleurs le gouvernement a toujours la ressource de l'expulsion policière pour ceux qu'il juge indésirables.*

*Le gouvernement français se félicite de l'accord et fait beaucoup de publicité autour. Il profite de cette occasion pour faire accréditer la thèse que ce sont les travailleurs immigrés en trop grand nombre, qui sont responsables du chômage en France. Le gouvernement algérien se fait complice de cette attaque contre les travailleurs.*

*Noël CANTIUS*

# NON PAIEMENT DE L'ELECTRICITE

## UNE ACTION QUI DOIT S'ORGANISER DANS TOUTES LES COUCHES DE LA POPULATION

L'AUDEG (Association des Utilisateurs d'Energie en Guadeloupe) a lancé depuis quelque temps un appel pour que les abonnés ne paient pas leurs factures d'électricité. Elle se propose aussi d'intervenir si l'E.D.F. prend des mesures de rétorsion en privant d'électricité ceux qui ne paieraient pas.

Cette initiative de l'AUDEG se justifie dans la mesure où le contrat entre l'E.D.F. et les abonnés a été rompu. Il est juste de refuser de payer l'électricité quand il y a tous les jours des coupures de courant.

Les consommateurs ne peuvent accepter de continuer à payer aussi chérement l'incurie et la désinvolture de l'administration. Celle-ci n'a rien fait pour éviter qu'on en arrive là.

Malgré de nombreuses interventions de la direction de l'E.D.F. sur les ondes et dans la presse, interventions visant à rassurer les abonnés, ou du moins à leur faire accepter les coupures, le mécontentement est profond parmi la population.

Ce mécontentement pourrait s'exprimer avec plus de force si dans les cités et les quartiers, les habitants s'organisaient pour décider d'eux-mêmes ensemble, des formes d'actions à mener.

# COUPS DE FEU DU 23 SEPTEMBRE : UN CURIEUX « DÉSÉQUILIBRÉ »

Dans la soirée du mardi 23 septembre, deux attentats ont été commis en Martinique, et semble-t-il, par le même individu.
En effet, plusieurs coups de feu ont été tirés contre des joueurs sur un terrain de tennis d'un grand hôtel de Fort-de-France. Plus tard, plusieurs coups de feu ont été tirés sur la voiture d'un gros commerçant de Fort-de-France, Meyer.

A propos de ces actes, la presse a conclu avec aplomb qu'il ne s'agissait vraisemblablement pas d'actes politiques, ou « racistes » comme l'a dit un des responsables de l'hôtel. Et tout de suite, on a parlé d'actions commises par un « déséquilibré ».

L'auteur ou les auteurs présumés de ces actes ne les ayant pas revendiqués, il est difficile de juger de leur mobile. Mais il faut remarquer que le « déséquilibre » du tireur du mardi 23 l'a poussé à tirer d'abord sur un terrain de jeu fréquenté en principe par des privilégiés, puis à attaquer un gros commerçant béké ! Comme quoi, même s'il s'agit d'un déséquilibré, ce qui reste à prouver, ce déséquilibre se manifeste de façon particulière dans une société coloniale.

# L'ARMÉE POURSUIT DEUX MILITANTS ANTICOLONIALISTES

Le ministère des armées vient d'inculper deux militants anticolonialistes pour « injures à l'armée ». Les deux inculpés, Camille Chauvet et Guy Cabort sont poursuivis après la publication d'une brochure intitulée « La face cachée de la France aux Antilles », brochure qui dénonce le rôle répressif de l'armée coloniale.

Ces nouvelles inculpations, après celles des lycéens, professeurs et du parent de Trinité, après celle des manifestants de FR 3 Martinique est significative de la volonté répressive du pouvoir colonial qui tolère de moins en moins de critiques.

Mais il faut signaler le culot effronté des dirigeants de cette armée coloniale qui s'estiment injuriés alors qu'ils ont périodiquement assassiné ou massacré des Antillais, que ce soit en décembre 1959 à Fort-de-France, en mai 1967 à Pointe-à-Pitre, ou encore avec les assassinats de Gérard Nouvet en 1971 ou la tuerie de Chalvet en 1974 ! S'estimer injurié parce qu'une brochure dénonce le fait d'avoir autant de sang sur les mains, c'est faire montre d'un cynisme sans bornes !

# DARBOUSSIER : S'ILS LE VEULENT, LES TRAVAILLEURS PEUVENT FAIRE PAYER LES CAPITALISTES.




*Au fil des jours l'incertitude gagne les ouvriers et employés de la SIS et de la SAG.*

*Après avoir d'abord cru que Darboussier ne fermerait pas et qu'il s'agissait d'un simple chantage des patrons, ils découvraient à leur grande stupéfaction que c'était du sérieux. M. Clavery convoquait courant septembre le comité d'entreprise pour lui demander de se prononcer sur les licenciements.*

*Quant à ceux qui n'avaient pas eu de doute sur la fermeture, ils s'étaient laissé convaincre que les indemnités de licenciement seraient importantes. Ils se rendent de plus en plus compte aujourd'hui que les sommes escomptées ne leur seront pas allouées, la direction et l'administration manœuvrant pour ne leur accorder que des allocations de chômage.*

*Et puis il reste tous les autres qui se croyaient à l'abri des licenciements, ayant eu la promesse qu'ils seraient réembauchés dans l'une des usines encore en marche.*

*Il semble que cette promesse ne repose point sur des propositions sûres. Jusqu'à présent ni Beauport, ni Grosse-Montagne ni Gardel n'ont fait savoir combien de travailleurs elles étaient prêtes à recevoir.*

*Alors, face à une telle situation et en l'absence de toute perspective de lutte, le désarroi commence à s'installer chez chaque travailleur. Et les ouvriers et employés de la S.I.S. et de la S.A.G. livrent une bataille de procédure sur le délai légal de préavis que leur doit la direction. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il ne leur reste comme moyen de lutte que le combat juridique.*

*Ils peuvent encore, s'ils en ont la volonté et s'ils sont déterminés, faire payer très cher leur licenciement aux capitalistes de la S.I.S. et de la S.A.G.*

*Ces messieurs possédent toujours des centaines d'hectares de terre, notamment dans la région de Petit-Bourg. Contrairement à ce qui avait été annoncé ils n'ont pas tout cédé à la S.A.F.E.R.. Les licenciés peuvent exiger qu'on leur remette ces terres ou une partie d'entre elles pour pouvoir continuer à travailler. De plus ceux de Darboussier et de la S.A.G. ont les moyens d'exiger que les tracteurs leur soient donnés afin de cultiver ces terres.*

*Ce sont là des exigences parfaitement légitimes, le capital actuel de la S.I.S. et de la S.A.G. n'étant que le travail accumulé et passé de tous les ouvriers. En outre, la plupart des tracteurs ont été très largement amortis et en les prenant, les travailleurs ne récupéreraient qu'une partie de leur dû.*

*Mais agir dans ce sens ne dépend que des travailleurs eux-mêmes et de personne d'autre.*

# LES EMPLOYÉS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES PTT EXIGENT DES PARKINGS !

La municipalité de Pointe-à-Pitre vient de mettre en fonctionnement des parc-mètres, dans un nombre important de rues du centre et des nouveaux quartiers de Pointe-à-Pitre.

Si ces parc-mètres ont pour but de résoudre les problèmes de circulation ils sont en tout cas mal acceptés par les travailleurs de la ville et en particulier les employés de la Sécurité Sociale et des P.T.T.. Car ces derniers seraient obligés de payer 16 F par jour s'ils utilisaient ces parc-mètres. Ils ont eu l'occasion à maintes reprises de manifester leur mécontentement face aux policiers municipaux qui contrôlent le stationnement.

On comprend que les employés de la Sécurité Sociale et des P.T.T. soient mécontents et refusent de payer le stationnement. Ils n'auraient pas eu tant de problèmes s'ils pouvaient mettre leur voiture dans des parkings appropriés et prévus pour eux car ils sont bien obligés de venir travailler tous les jours.

A cet égard le manque de prévisions est criant. La construction de parkings n'a pas été prévue en même temps que la construction de grands bureaux destinés à recevoir plusieurs centaines d'employés. Une concentration aussi forte de personnel nécessitait de façon urgente, l'aménagement de parkings. Tout cela a été fait sans tenir compte des intérêts des travailleurs de Pointe-à-Pitre. Il semble que depuis peu la Sécurité Sociale ait loué un parking pour ses employés, mais le problème reste entier pour les autres.

Quoiqu'il en soit, en aucun cas les employés n'ont à subir les conséquences de l'imprévoyance des responsables quels qu'ils soient, du manque de parkings.

Ils ont raison de refuser le système du parc-mètre qui les lèse tout particulièrement.

## ECOLE D'INFIRMIÈRES DE POINTE-A-PITRE

### Les élèves infirmièrs : une main-d'œuvre à bon marché pour l'hôpital !

Les élèves infirmiers de Guadeloupe non seulement n'ont aucune garantie d'emploi après l'obtention du diplôme dEtat, mais sont utilisés comme personnel de rechange à l'hôpital.

Au cours de la session de juin 1980, les trente élèves qui ont été admis au diplôme d'Etat n'ont pas été affectés sur un poste définitif. Quelques uns d'entre eux ont été embauchés soi-disant pour une durée de six mois, mais ont déjà été avertis qu'ils ne seront plus gardés. Certains ont effectué des remplacements de quinze jours ou d'un mois en clinique et sont actuellement en chômage.

Pourtant, la pénurie de personnel est criante à l'hôpital et ce sont les élèves infirmiers qui sont utilisés comme bouche trou pendant leur stage de formation. Ces élèves se retrouvent souvent seuls dans les services, sans encadrement. Tel a été le cas cette année en maternité des élèves de troisième année qui ont dû prendre en charge à elles seules tout le service. Sous prétexte de formation pratique, la direction de l'hôpital, avec la complicité de celle de l'école d'infirmières utilise une main d'œuvre à bon marché, sans scrupules.

On en veut pour preuve les misérables 300 F que gagnent ces élèves pour quatre semaines de stage au cours des deux mois de stage d'intégration, alors que l'élève infirmière travaille autant qu'une infirmière.

### Ecole d'infirmières : une direction répressive

*Cette année, il y a eu des cas d'élèves réprimés pour des motifs les plus anodins. Fumer une cigarette a failli coûter son examen à un élève. Une autre élève a subi des sanctions sévères parce qu'elle ne s'est pas pliée aux quatre volontés de la Directrice.*

*Et la Direction de l'hôpital, et celle de l'école d'infirmiers agissent en patrons qui préparent pour demain une main d'œuvre docile prête à accepter les pires horaires de travail, les licenciements abusifs.*

# ECHOS DES ENTREPRISES

## CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P : UNE NOUVELLE REUNION POUR UN MEME BUDGET

*La direction de l'hôpital vient d'envoyer une lettre au syndicat CGTG pour lui annoncer son intention de convoquer une nouvelle réunion de la commission technique paritaire à propos du budget 1981.*

*Pourquoi ? Pour annoncer que le budget 81 serait le même que le budget 80... Le ministère n'a pas jugé bon d'accorder la moindre augmentation. Alors on peut se demander à quoi pourra bien servir une telle réunion...*

*Par contre, si les responsables syndicaux étaient accompagnés d'une bonne partie d'entre nous, au moins pourrait-on faire entendre à la direction, primo que nous n'aimons pas qu'on se paye notre tête, secondo, notre mécontentement sur les conditions de travail à l'hôpital.*

## LES RECOMPENSES DE LA DIRECTION : DE LA POUDRE AUX YEUX !

*Nous avons appris à la buanderie que cinq de nos camarades doivent prochainement recevoir la médaille d'honneur.*

*Cela a créé un petit remous dans le service, car certains d'entre nous se demandaient sur quoi se fondait la direction pour accorder ces récompenses ; de là à faire certains jaloux parmi nous, il n'y avait pas loin...*

*Mais nous n'avons aucunement besoin de la direction pour savoir si nous faisons correctement notre travail ou pas. Elle est d'ailleurs mal placée pour juger de notre travail et de nos compétences, elle qui est responsable de l'incurie qui règne à la buanderie, entre autres : mauvaises conditions de travail (chaleur), personnel insuffisant...*

*Alors ces récompenses qui ne sont que pure hypocrisie administrative, ne méritent que notre indifférence générale.*

## CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE HOSPICE : QUAND L'HÔPITAL REND MALADE.

Deux employés de l'hospice ont été victimes du laisser-aller de la direction.

L'une, enceinte, avait demandé de changer de service parce que déjà en temps normal il lui était difficile de soulever seule un malade. La direction ne s'en était pas inquiétée. Résultat : elle a été hospitalisée pendant plusieurs semaines et a accouché avant-terme.

L'autre employé, en soulevant également seul un malade, a eu une forte douleur, est tombé et a dû être hospitalisé pendant plusieurs jours.

Voilà où conduit le je-m'en-fichisme de gens qui ont la responsabilité d'un service de santé !

## LA MEYNARD : LES HEURES SUPPLEMENTAIRES NE PROFITENT QU'AUX PATRONS

Le chantier de la Meynard, selon un chef des travaux, a maintenant une année d'avance sur les prévisions du plan.

Voilà où mènent les heures supplémentaires que nous font faire ces messieurs.

Cela leur permet non seulement de s'en vanter, mais aussi de gagner des primes sur notre dos.

Quant à nous, nous irons plus vite que prévu en chômage avec la maigre satisfaction d'avoir gagné quelques centimes de plus.

## SECURITE SOCIALE DESCLIEUX : DE L'AIR, DE L'AIR

Depuis le début des travaux de réfection du circuit électrique, c'est souvent que la climatisation se trouve hors d'état de marche.

Bien entendu, il est impossible aux agents de travailler dans ces circonstances, et ceux-ci n'ont évidemment pas à se gêner pour aller respirer un air moins chaud à l'extérieur.

Mais le plus à plaindre c'est encore le chef qui a doublement chaud en faisant des allées et venues continuelles pour surveiller ceux qui sortent !

## SIG ET LA QUALITE DES OUTILS ?

*La direction de la SIG multiplie notre travail par deux pendant la période des vacances. Par contre, elle divise en deux nos serpillières par mesure d'économie. Nous nous retrouvons avec une demi serpillière pour nos douze escaliers, nos boxes et nos couloirs.*

*Quant aux balais, ils ont des manches qui ne s'adaptent pas. Nous essayons parfois de les faire tenir par un clou, mais comme il y a du plastique au bout, le manche ne tient pas. C'est avec les petits morceaux de chiffon que, en définitive, nous fixons le balai au manche...*

*Et avec un tel matériel, la direction se permet de nous rappeler à l'ordre sur la qualité du travail...*

## SOCALTRA : « KI NOUVEL ? » CHANGE DE PEAU.

Finies les matinales pitreries que nous offrait « Ki Nouvel ? ».

Nous n'avons plus ses imitations « banania » qui nous faisaient bien nous moquer de lui quand il tournait le dos. Il a pris du grade et du coup, nous prive de ses âneries quotidiennes.

Désormais, le temps nous paraîtra très long sans cet amuseur hors classe, et qui de plus savait mieux que quiconque déclencher notre colère.

Il faut croire que son successeur aura fort à faire pour lui arriver à la cheville !

## SOCALTRA :PA PERE BOUDIN PLEIN !

*Rein est venu pleurer au Comité d'entreprise qu'il avait 40 millions de pertes sur les travaux de la Sara, à cause de la grève des dockers. Il a même avoué qu'il s'était trompé dans ses devis et que cette erreur lui avait coûté cher.*

*Eh bien, s'il veut faire des économies, nous pouvons lui donner l'adresse d'un restaurant bon marché, pour lui et ses chefs : la cantine de la Socaltra !*

## SOCALTRA : ATTENTION ! PARASITE AMBULANT

Depuis qu'il a été traité de parasite, le patron ne décolère pas : le voilà sans cesse en train de patrouiller à l'atelier, au magasin ou dans la cour, lui qui ne quittait guère le fauteuil de son bureau climatisé...

Puisque Rein éprouve une attirance subite pour les endroits où nous travaillons, nous lui suggérons un échange : qu'il prenne notre place à l'atelier (ce ne sont pas les postes qui manquent), nous nous chargeons d'occuper son bureau de directeur.

## SOCALTRA : REGIME CHEFS ET REGIME OUVRIERS

Le patron a voulu fêter la fin des gros travaux de la cuve de la Sara. Et tandis qu'il offrait le pot aux ouvriers sur le chantier, il invitait les chefs au restaurant, où ces messieurs se sont remplis la panse...

## GROSSE-MONTAGNE : EXPLOITER LES AUTRES, CELA CONSERVE.

*Il y a deux semaines, un de nos camarades a failli être licencié. La direction invoquant comme prétexte que ce camarade serait « trop vieux » et qu'il ne ferait pas correctement son travail.*

*Vraiment, le cynisme des patrons n'a pas de limites ! Vouloir jeter à la rue un travailleur de 57 ans qui pendant la plus grande partie de sa vie a travaillé à l'usine, montre quel mépris ont les patrons envers les travailleurs, qu'ils n'estiment que tant qu'ils sont « rentables ».*

*Nous avons immédiatement protesté et le travailleur a conservé son emploi.*

*Espérons que cela fera réfléchir Simonnet qui ne doit pas oublier que c'est parce qu'il a exploité des travailleurs pendant des dizaines d'années en les usant à la tâche, qu'il peut, lui, à plus de 70 ans, se permettre d'être toujours à la tête de son entreprise.*

## LA DIRECTION DIVISE POUR MIEUX EXPLOITER

*L'éclatement de l'entreprise Grosse-Montagne en plusieurs sociétés n'était pas gratuit. Après avoir voulu écarter, l'an dernier, les travailleurs du garage des mesures de mensualisation, la direction veut maintenant priver les employés des accords de la convention collective des usines.*

*Cela conduit les employés à être directement sous le « bon vouloir » de la direction de la Cie Caraïbes. Une telle décision montre bien que les employés, même eux, ne sont pas à l'abri des mauvais coups des patrons pour qui tous les moyens d'accroître leur profit sont bons.*

*Bien évidemment, les employés sont très mécontents de cette décision et envisagent de se battre contre elle. Ils ont donc raison de refuser cela.*

*Tout comme les ouvriers du garage, c'est en luttant tous ensemble qu'ils pourront obliger les capitalistes de Grosse-Montagne à revenir sur cette décision.*

*Nous devons, nous, ouvriers de l'usine et du garage, les soutenir activement.*

# LES LIMITES DU TERRORISME INDIVIDUEL

SUITE DE LA PAGE 1

ce soient des « blancs » eux-mêmes qui les aient organisés, ou des personnes venues de pays étrangers, sont toutes aussi plausibles les unes que les autres.

Ceci dit, que des hommes et des femmes, excédés par la situation que le colonialisme fait subir à la population, révoltés par le racisme entretenu par le pouvoir, par le fait que la direction des affaires du pays appartienne aux blancs et non aux noirs qui constituent la grande majorité de la population autochtone, en arrivent à organiser des attentats visant à destabiliser le pouvoir colonial en place, cela n'aurait rien d'étonnant et peut se comprendre parfaitement.

Et malgré toutes les hypothèses que l'on peut formuler sur les véritables origines et causes des attentats, et sur le GLA, il est un fait certain, c'est que les actions violentes qu'il commet sont aussi perçues par beaucoup de gens comme des actions violentes revendicatives.

Il est certes difficile d'affirmer aujourd'hui s'il existe un réel impact des actions terroristes de ce groupe dans la population et si les masses dominées et exploitées des Antilles sont prêtes à reprendre à leur propre compte la violence du GLA.

Malgré la sympathie que certains travailleurs et jeunes expriment à l'égard des attentats qu'ils soient revendiqués par le GLA ou pas, il reste à savoir si la volonté réelle d'utiliser la violence pour lutter contre le pouvoir colonial existe de façon significative au sein de la population. Le terrorisme du GLA peut rester le fait d'un groupe isolé, coupé des masses. Mais il peut aussi exprimer à une petite échelle pour l'instant, ce que des milliers d'opprimés de nos pays ressentent plus ou moins confusément, c'est-à-dire la nécessité d'en finir par la violence s'il le faut, avec la domination qu'ils subissent.

Pour le moment, l'expression d'un tel sentiment ne se manifeste guère. Cela ne signifie pas qu'il ne peut apparaître sous peu. C'est à ce moment seulement que la violence sera efficace et positive.

Car la violence aux mains des travailleurs, aux mains des jeunes, aux mains des masses exploitées, peut, si elle est organisée, devenir une force aux conséquences incalculables, une force décisive non seulement pour se débarrasser de la domination coloniale, mais aussi de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation capitaliste.

Pierre Jean Christophe.

# IRAK — IRAN : L'APPEL DE KHOMEINY AUX IRAKIENS: UN GESTE OPPORTUNISTE



Depuis maintenant deux semaines que le conflit frontalier entre l'Iran et l'Irak a dégénéré en guerre ouverte, l'essentiel des combats continue à se dérouler le long de la frontière entre les deux pays sans que l'Irak ait pu concrétiser ses avatanges initiaux, et pénétrer profondement en Iran !

Sur le plan des relations internationales, l'impérialisme américain, tout en soutenant tacitement le gouvernement irakien, a renforcé sa présence dans le golfe persique afin de faire « respecter la circulation des pétroliers » dans cette région. De sorte que l'hypothèse d'un élargissement du conflit n'est pas du tout à exclure.

Mais en ce qui concerne l'opposition entre les deux états belligérants, à la guerre tout court s'ajoute une intense guerre « psychologique », et à Téhéran, comme à Bagdad on se lance les pires accusations dans le but de toucher le moral de l'ennemi. Cependant, parmi toutes ces déclarations, l'une a plus particulièrement retenu l'attention, c'est l'appel lancé par Khomeiny, le dirigeant de l'Iran en direction des musulmans irakiens, leur demandant de ne plus obéir au dictateur Saddam Hussein, accusé d'« athéisme » !

Un tel appel pouvait être lourd de conséquences pour le gouvernement irakien. D'une part, parce que le renversement du Chah, en Iran s'était fait au nom de l'Islam et du retour à Allah, et que la hiérarchie religieuse s'est faite le porte-parole de la lutte contre les influences occidentales. D'autre part, parce que l'essentiel de la population irakienne est de religion chiite, comme l'immense majorité des Iraniens.

Un tel appel à la désobéissance pouvait fort bien être entendu par toute une partie des masses irakiennes aux prises elles-mêmes avec une dictature féroce, qui traque les opposants et laisse la majorité de la population dans le sous-développement alors qu'une poignée de privilégiés prospèrent, surtout par leurs liens avec l'appareil d'Etat irakien (fonctionnaires, membres de l'armée et de la police). Et il est certain que le régime dictatorial irakien lui-même n'est guère aimé de cette population, ne serait-ce que parce que cette dernière n'est en rien consultée sur les choix politiques ou économiques effectués dans le pays.

Or, il semble, autant qu'on peut le savoir lorsqu'il s'agit de pays en guerre, où donc les informations sont filtrées ou ne passent pas du tout, il semble pour le moment que l'appel de Khomeiny n'a pas eu de réponse au sein du peuple irakien. Et le gouvernement de Saddam Hussein ne semble pas avoir eu plus de difficultés pour diriger la guerre contre l'Iran après les déclarations de Khomeiny qu'avant. Si donc les masses irakiennes n'ont pas bougé à l'appel de Khomeiny, cela est peut-être dû à la force de la police irakienne et à l'emprise du nationalisme patriote. Mais cela doit être aussi dû à la politique menée par l'Iran en direction du peuple irakien.

Aujourd'hui en difficulté, le régime de Khomeiny appelle les Irakiens à la révolte. Mais cela n'a rien à voir avec les appels que peuvent lancer par exemple des travailleurs au pouvoir à leurs frères de classe. Dans ce cas, il s'agirait d'une propagande constante en direction des autres travailleurs pour les aider à s'organiser afin qu'eux à leur tour se débarrassent de leurs bourgeoisies respectives. Le souci des travailleurs dans ce cas-là serait de faire appel à leurs camarades des autres pays afin qu'à leur tour ils prennent le pouvoir !

Dans le cas de l'appel de Khomeiny en direction des Irakiens, il s'agit de bien autre chose : c'est une tentative opportuniste d'un régime en difficulté pour contrer les attaques ennemies. Mais dans le fond, les dirigeants iraniens n'ont cure des problèmes des travailleurs et des pauvres de l'Irak et ils sont en réalité, eux les Khomeiny et autres Bani Sadr bien plus proches d'un Saddam Hussein que des paysans et ouvriers irakiens.

J. BRUEL.

# POLOGNE UNE GARANTIE POUR LES TRAVAILLEURS : LEUR CONTRÔLE SUR LES SYNDICATS.

Après la victoire obtenue par les travailleurs polonais, à Gdansk, des syndicats « libres et autogérés » se sont constitués un peu partout dans le pays et ont récemment tenu leur premier congrès. Le leader des ouvriers de Gdansk, Lech Walesa, a été élu comme dirigeant, ainsi que la plupart de ceux qui ont animé la grève. Aussitôt après le congrès, les délégués se sont empressés d'aller déposer les statuts du nouveau syndicat pour le faire reconnaître par l'administration.

C'est qu'en fait, les dirigeants de ce nouveau syndicat semblent craindre que l'Etat polonais ne tente de reprendre d'une main ce qu'il a dû accorder de l'autre, après plus de deux mois de grève. Ils menacent d'ailleurs d'exercer le droit de grève qu'on vient de leur reconnaître, en appelant à une heure de grève générale, en guise d'avertissement aux dirigeants polonais.
Ils montrent ainsi leur volonté de préserver les acquis de la récente grève.

Mais que ces syndicats aient été constitués à la suite d'un vaste mouvement de lutte et que nombre d'entre eux soient directement issus de comités de grève, ne garantit pas qu'ils seront demain des modèles de démocratie. Qu'on le veuille ou pas, on vient d'assister en Pologne à la constitution d'un nouvel appareil. Et il n'est pas dit que ceux qui dirigent cet appareil, Lech Walesa et ses compagnons, s'ils ont agi de façon vraiment démocratique, sous le contrôle permanent des ouvriers, pendant le déroulement de la grève générale, agiront de même dans l'avenir. De plus, beaucoup des « conseillers » des syndicats ne sont pas eux-mêmes travailleurs, mais des opposants politiques au régime en place, dont l'idéologie s'appuie essentiellement sur le catholicisme et le nationalisme polonais. Et il ne faut pas écarter la possibilité que demain, petits-bourgeois et intellectuels nationalistes cherchent à utiliser le nouvel appareil syndical pour défendre des intérêts qui ne sont pas ceux des travailleurs, ou que les dirigeants ouvriers eux-mêmes de ces syndicats se bureaucratisent et pactisent avec le pouvoir.

Les travailleurs polonais ont arraché de haute lutte le droit de s'organiser. Mais c'est l'utilisation qu'ils feront de ce droit qui sera déterminante pour l'avenir, et qui leur sera favorable ou non.

C'est à la faveur du bouillonnement d'idées déclenché par leur mouvement que les ouvriers pourront se forger une conscience plus claire de leurs véritables intérêts, à court et à long terme. Et la meilleure garantie que les nouveaux appareils syndicaux ne seront pas utilisés contre leurs intérêts, réside, pour les travailleurs, dans une véritable participation aux décisions et dans un contrôle permanent de leurs dirigeants.

MAX RODON

# LAMENTIN — MARTINIQUE LES PARENTS ONT DECIDE DE PRENDRE LES CHOSES EN MAIN.

Aux écoles de Bélème et de Long Pré au Lamentin, situées au bord d'une route départementale à circulation intense, les élèves sont en danger à l'entrée et à la sortie. Plusieurs accidents mortels ont déjà eu lieu. C'est pourquoi à la fin de l'année dernière, parents et élèves avaient manifesté en bloquant la circulation pour exiger que des mesures de sécurité soient prises. Satisfaction avait dû leur être donnée : la municipalité du Lamentin avait fait installer sur la chaussée des « gendarmes couchés », c'est-à-dire des dos d'âne qui obligent les voitures à freiner. Mais, pendant les vacances la préfecture les a fait enlever, car, paraît-il, la réglementation routière interdit ce genre d'obstacle sur les routes départementales.

Les parents ont donc décidé de manifester une nouvelle fois. Ils ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école à la rentrée, et ont déclaré qu'ils les garderont chez eux tant que leur sécurité ne sera pas assurée d'une manière ou d'une autre.

C'est effectivement le seul moyen de les protéger. Les parents ont bien compris que s'ils ne prennent pas eux-mêmes les choses en mains, le problème ne sera pas réglé car l'administration s'en moque. Maintenant celle-ci ne peut plus faire la sourde oreille. Et les parents sont bien décidés à ne pas laisser risquer la vie de leurs enfants une année scolaire de plus.

Les parents du Lamentin montrent qu'il est possible d'agir face aux conditions d'enseignement le plus souvent déplorables que connaissent les enfants. Pour cela, une seule façon de se faire entendre : la mobilisation et la lutte.

# LEP DE BAIE-MAHAULT : LE RECTEUR CHAUDET MENACE LES ELEVES.

Un communiqué du Rectorat précise aux lycéens inscrits au LEP Baie-Mahault que s'ils ne se présentent pas dans l'établissement avant le 6 octobre, ils seront définitivement rayé des contrôles.

Ce communiqué, dans toute sa sécheresse, est significatif de l'attitude répressive que n'hésite pas à prendre le recteur Chaudet, qui par ailleurs n'est pas avare de bonnes paroles à l'égard des élèves. Rappelons en effet que l'affectation d'une partie des élèves du LEP Baimbridge à Baie-Mahault avait été la cause d'une longue grève de la part de l'ensemble des élèves de la cité scolaire. L'administration avait alors tenté de faire traîner les choses en longueur, sans jamais tenir compte de l'avis des élèves, ni des professeurs du LEP qui pour la plupart s'opposaient à ce projet.

Sans doute est-ce pour en terminer définitivement avec les élèves récalcitrants que Chaudet menace de les mettre purement et simplement dehors. Cette façon de procéder est inadmissible, et si les élèves concernés envisageaient de réagir, ils devraient bénéficier du soutien de tous.

# MOULE : A L'HÔTEL DES ALIZÉS LES CAPITALISTES S'APPRÊTENT A JETER 40 TRAVAILLEURS A LA RUE

*Il y a une quinzaine de jours, les employés de l'hôtel « Les Alizés », au Moule, avaient tenu une réunion en présence de la direction et du maire de la commune. Un compromis entre direction, maire et les employés eux-mêmes avait été mis sur pied pour assurer le paiement des salaires. La direction se déclarait prête à faire le maximum pour maintenir l'hôtel en activité.*

*Etait-ce un piège tendu aux travailleurs de cet hôtel pour empêcher leur mobilisation et l'explosion de leur colère ? On se le demande vraiment. Car depuis le mardi 30 septembre, le syndicat UGTG des employés de l'hôtel a exprimé clairement ses craintes de voir la direction déposer son bilan très prochainement, et fermer l'hôtel. Il a d'ailleurs lancé des appels à la solidarité de la population et aussi en direction des élus.*

*En tous cas, les employés doivent compter avant tout sur leurs propres forces. Ils peuvent prendre eux-mêmes leur situation en main. Et s'ils ne peuvent pas empêcher la fermeture de l'hôtel, ce qui reste à voir, ils peuvent tout au moins contraindre les capitalistes des Alizés et aussi l'administration coloniale qui les soutient, à les dédommager largement, mais aussi à leur trouver un emploi avant qu'ils n'acceptent de quitter leur emploi actuel.*

*Les employés des Alizés n'ont rien à perdre. Depuis deux ans, ils se sont montrés « compréhensifs » en n'exigeant pas les augmentations de salaire auxquelles ils avaient droit. Aujourd'hui, ils sont menacés de perdre leur emploi.*

*A eux de prendre l'offensive, de mettre sur pied un organe de lutte avec lequel ils pourront se battre pour qu'au moins capitalistes et administration coloniale paient chèrement leur attitude désinvolte et méprisante vis-à-vis d'eux.*

**COMBAT OUVRIER**

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728